HOCINE AÏT-AHMED, UN ÉMINENT DIRIGEANT DE NOTRE MOUVEMENT DE LIBÉRATION NATIONALE ET SOCIALE

Le devoir de reconnaissance

Par Mahi Ahmed, ancien membre de la direction du PAGS

Si Hocine vient de nous quitter. L'Algérie éternelle lui doit une reconnaissance éternelle. Les générations d'aujourd'hui, celles de demain, plus que celles d'hier, doivent s'abreuver de sa riche mémoire et de ce qu'elle porte de sens constructeurs pour notre patrie. Les valeurs des hommes de la trempe de Hocine Aït-Ahmed apparaissent, avec toutes leurs richesses, lorsque qu'ils quittent pour toujours ce monde.

Ces valeurs se rattachaient à une certaine idée de l'indépendance nationale, à une certaine compréhension des processus de formation de notre nation, à une vision de la lutte révolutionnaire portée par les masses populaires et de l'édification d'un Etat national démocratique et social. Elles visaient à «remettre le mouvement national révolutionnaire dans sa véritable voie» en combattant les fléaux de la corruption, du régionalisme, du népotisme, etc.

Les valeurs marquantes de si Hocine, tout au long des sept décennies de sa vie militante, ont été, pour synthétiser, celles qui étaient ancrées dans la Déclaration du 1er novembre 1954.

Ces valeurs découlaient de l'âpre et riche expérience accumulée au fil des chocs avec la colonisation et des évolutions régionales et internationales.

Ces valeurs se rattachaient à une certaine idée de l'indépendance nationale, à une certaine compréhension des processus de formation de notre nation, à une vision de la lutte révolutionnaire portée par les masses populaires et de l'édification d'un Etat national démocratique et social. Elles visaient à «remettre le mouvement national révolutionnaire dans sa véritable voie» en combattant les fléaux de la corruption, du régionalisme, du népotisme, etc.

Toute sa vie d'homme et de militant a été marquée par une adhésion fondamentale et créatrice à de telles valeurs.

Dès le début des années cinquante du siècle dernier, j'entendais parler de lui comme un prodige du mouvement national, dans les milieux militants de Mécheria où je suis né et de Mascara où j'étais au collège. Son nom était souvent cité, avec admiration et respect, par les nationalistes comme Lamara Mohand Arab de Mécheria, Stambouli Mustapha, Belbagra Mohammed-Seghir, Ferhat M'hammed, Mékkioui Mamoune, Mahi Mohammed ou par les communistes comme Malki Tayeb de Mécheria, Chergui Mahiedine ou Bouziri de Mascara.

Le coup de la poste d'Oran organisé par lui avec Ben Bella était une flamme supplémentaire qui a fortifié ma conscience et contribué à tracer le chemin de mon engagement. Pour l'exemple, fortifiant les consciences, qu'il nous a donné, je lui dois éternellement toute ma reconnaissance.

Si Hocine avait le sens du patriotisme. Il avait cette capacité de toujours rattacher ce dernier aux dynamiques complexes formatrices de la nation située, elle, dans son contexte réel et intégrée dans une vision objective de l'avenir.

Il a été conséquent avec lui-même dans ses convictions qu'ils n'a jamais considérées comme figées de même que dans son engagement au risque de devoir prendre ses distances, par nécessité historique, de franges du mouvement national qui avaient versé dans le populisme et les fléaux que celui-ci induit ou produit. C'est ainsi, par exemple, qu'il n'a pas cautionné les évolutions et les luttes qui ont caractérisé les instances de la révolution de Libération nationale depuis le congrès de la Soummam et des textes fondateurs qui y ont été adoptés.

Il a eu la perspicacité et le courage politique de refuser d'inscrire son engagement et sa crédibilité dans le coup de force qui a débouché sur l'installation du type de pouvoir populiste et autoritaire, hégémonique et coercitif, dès le lendemain de l'indépendance. Il a eu cette force de démissionner de toutes les instances nationales révolutionnaires dont il faisait partie pour clairement se différencier et donner plus de sens à sa fidélité aux orientations de son engagement et à la Déclaration du 1er novembre 1954.

C'est ainsi aussi qu'il a fait montre de l'homme politique et surtout démocrate qu'il était en condamnant l'interdiction du Parti communiste algérien le 30 novembre 1962.

En créant le parti du Front de forces socialistes (FFS) en 1963 et en engageant la résistance au pouvoir mis en place en juillet 1962, il a souligné plus fortement sa stature politique et historique. Il a fortement et durablement installé son parti en essayant de lui donner une dimension nationale dans le cours de l'histoire de l'Algérie indépendante et non encore réellement démocratique.

Son attachement inlassable et conséquent à fonder l'Etat républicain par une Assemblée constituante démocratiquement formée et représentative des forces sociales et politiques caractérisant réellement notre société a été et est resté une constante de son engagement patriotique et militant. C'est qu'il avait une compréhension concrète, vivante et réaliste, de la démocratie et de sa nécessité pour la construction, la viabilité et la pérennité de l'Etat républicain. Il a su rattacher la conscience de la démocratie à la nécessité du respect des droits de l'homme, à l'égalité entre les femmes et les hommes et à toutes les vertus qui se rattachent à la formation de la citoyenneté.

C'était le signe et le signal que la démocratie ne pouvait être qu'une œuvre commune de toutes les forces politiques et sociales qui adhéraient concrètement à sa construction.

C'était un Algérien qui a mérité de notre nation et auquel sied, de par son parcours et sa fidélité à l'engagement, le qualificatif d'historique. Son action l'a inscrit dans la mémoire éternelle de notre Algérie. Un hommage réellement populaire lui est rendu aujourd'hui. Que le poids des actes de répression qu'il a subis, des souffrances de l'exil qu'il a endurées, des apports féconds que son action et sa pensée ont livrées, puissent aider à comprendre que seuls la vérité et le concret comptent. Et la vérité ne peut être que celle que fait émerger la pratique. Le parcours d'Aït-Ahmed comme celui de Mohammed Boudiaf, pour ne parler que de ceux qu'on qualifie d'historiques, montre aujourd'hui à l'œil nu, que les racines de la crise qui nous ronge depuis des décennies sont liées à la nature du pouvoir mis en place au lendemain de l'indépendance nationale. Le parti unique, le populisme, la répression antidémocratique, l'islamisme politique, la corruption, le népotisme en sont certaines les manifestations des plus destructrices.

Nous, mais surtout les générations d'aujourd'hui et de demain, avons l'impérieux devoir d'œuvrer à rendre intelligible le réel complexe dans lequel nous baignons, de formuler les objectifs visant à la refondation démocratique de notre Etat et à l'édification d'une République démocratique et sociale dans l'esprit de la Déclaration du 1er novembre 1954 et enrichi par les enseignements de l'expérience historique accumulée. Ainsi nous honorerons la mémoire d'Aït-Ahmed et nous effacerons les larmes de crocodile que déversent pour lui aujourd'hui les opportunistes de tout acabit.

Repose en paix Si Hocine et que ta mémoire contribue à faire fleurir, par le labeur et le savoir, l'Algérie de demain.

M. A.

Il m'a été donné de le rencontrer à deux reprises. Celle qui m'a le plus marqué c'était sa participation à la séance d'ouverture du premier congrès de notre parti, le Parti de l'avant-garde socialiste (PAGS) qui venait de sortir de plus de vingt-cinq années de clandestinité. C'était le signe et le signal que la démocratie ne pouvait être qu'une œuvre commune de toutes les forces politiques et sociales qui adhéraient concrètement à sa construction.

Son option pour qualifier son parti de socialiste était liée à une certaine idée de la justice sociale, à un attachement à la cause des masses déshéritées qui ont le plus enduré l'oppression coloniale, à une solidarité internationaliste avec les peuples colonisés d'Afrique, d'Asie et d'ailleurs.

Il avait fait le choix de se réclamer de la social-démocratie et de faire adhérer son parti à l'Internationale socialiste.

Il m'a été donné de le rencontrer à deux reprises. Celle qui m'a le plus marqué c'était sa participation à la séance d'ouverture du premier congrès de notre parti, le Parti de l'avant-garde socialiste (PAGS) qui venait de sortir de plus de vingt-cinq années de clandestinité.

L'hommage de Mme Amirat

La première fois que j'ai rencontré Monsieur Aït-Ahmed, c'était avec mon époux qui devait le rencontrer avant qu'il ne soit arrêté.

Mon défunt mari avait un profond respect pour son aîné, pour son engagement, ce qui en soi constituait un motif suffisant pour qu'il prenne la décision d'organiser par la suite, conjointement avec un autre militant, la fuite de Monsieur Aït-Ahmed vers la frontière marocaine.

Des années ont passé, de nouvelles condamnations sont arrivées pour l'un et l'exil se poursuivant pour l'autre, avant qu'ils ne puissent se revoir, mais leurs engagements respectifs étaient demeurés intacts.

L'ouverture du champ démocratique leur a donné un nouveau souffle d'espoir avant qu'il ne soit encore entaché par l'assassinat du Président Boudiaf suivi de peu par le décès de Slimane Amirat. Le décès de mon époux fut également la dernière fois que j'ai rencontré Monsieur Aït-Ahmed. Celui-ci fut très affecté par son décès.

Aujourd'hui, c'est à notre tour de dire au revoir à l'une des figures historiques de notre indépendance. Il est assez triste de voir une nouvelle fois que l'on attend qu'une personne d'une telle valeur s'en aille pour reconnaître si ouvertement sa valeur ainsi que le poids de son engagement pour la construction de son pays. Mais il est aussi rassurant de voir l'élan spontané de nos concitoyens quels que soient leur âge, leur genre, leur région d'origine se rassembler d'une manière si spontanée autour de la perte d'un de leurs héros. C'est sur cet élan fédérateur qu'il faut se concentrer dans ces heures de grande fragilité que traverse notre pays, pour continuer de faire vivre le rêve de ceux déjà partis.

Enfin, je me tourne vers sa famille mais aussi vers tous ceux qui ont fait la grandeur du FFS pour leur dire que toutes nos pensées les accompagnent en ces heures douloureuses.

Zoubida Amirat,
Présidente de la Fondation
Slimane Amirat

Gloire au grand révolutionnaire

Par le professeur O. Zemirli

Huit jours de deuil pour le grand révolutionnaire, l'un des fondateurs de l'OS (Organisation secrète), l'historique parmi les neuf fils de Novembre, l'opposant, le dissident, l'exclu du PPA, l'adversaire puis l'ennemi, le pourchassé, l'emprisonné, le condamné à mort, le survivant à la guerre sans merci qui a coûté la vie à plus de 400 moudjahids de la liberté, de la dignité qui n'ont jamais accepté la dictature, le totalitarisme, le régionalisme, l'exclusion d'une immense partie de la population qui voulait rester elle-même dans sa langue, sa culture, ses origines depuis des millénaires.

Décréter huit jours de deuil en reconnaissance de ce grand homme politique, c'est reconnaître tout ce qu'il représente, tout ce qu'il incarne, tout ce qu'il revendique pour son peuple dans sa totalité, dans la diversité, à savoir la liberté, la démocratie, l'égalité et la reconnaissance des principes pour lesquels il n'a cessé de lutter et pour lesquels il s'est sacrifié pour que les Algériens vivent libres et indépendants, et surtout retrouvent leur souveraineté.

C'est à toute cette œuvre inachevée de ce grand héros que le président de la République, en reconnaissance à Aït-Ahmed, a décrété ces huit jours de deuil qui doivent être interprétés comme une ouverture de champ politique, une des revendications sacrées de Dda L'Hocine. Que Dieu l'accueille dans Son Vaste paradis auprès de ses frères de combat qui l'ont précédé dans le sacrifice de leur vie pour les mêmes idéaux.

Ils l'attendent non plus le fusil à la main mais une branche d'olivier, en lui souhaitant une paix éternelle en attendant de lui la bonne nouvelle sur le contenu de la nouvelle Constitution, l'ouverture du champ démocratique, la liberté, l'officialisation de la langue amazighe. Chahid de la liberté, après avoir été moudjahid de la libération du pays.

Gloire et éternité pour tous les martyrs de l'indépendance, de la libération, de la démocratie et de la liberté.

O. Z.